

Reçu en préfecture le 12/08/2025







Arrêté 2025 031DEC

## ARRÊTÉ MUNICIPAL **PORTANT RENONCIATION A ACQUÉRIR** DIA N° 25\_0024 - 20 RUE GILBERT DE GUERRY

Le Maire de la Commune de Chavagnes-en-Paillers,

**VU** l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – les Essarts, en date du 19 décembre 2019, donnant délégation du droit de préemption, à la commune de Chavagnes-en-Paillers au sein des zones U du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal,

VU la délibération 2020 042 du conseil municipal de la commune de Chavagnes-en-Paillers en date du 25 mai 2020 délégant les pouvoirs de police au Maire

VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner enregistrée sous le numéro 25 0024, reçue en Mairie le 08 juillet 2025 de l'étude de Me CAILLEAUD Philippe, notifiant la cession de l'immeuble sis 20 rue Gilbert de Guerry, cadastré YD 590 pour une superficie de 228 m<sup>2</sup>.

CONSIDÉRANT que l'acquisition par la commune de Chavagnes-en-Paillers de cet immeuble n'a pas d'intérêt

## DÉCIDE

ARTICLE 1: Le droit de préemption sur le bien en question n'est pas exercé

ARTICLE 2 : Conformément à l'article L.213-8 du Code de l'urbanisme, il est possible de réaliser la cession envisagée aux conditions fixées dans la déclaration d'intention d'aliéner, et ce sans condition de délai. Au cas où serait modifiée une condition essentielle telle que le prix ou la consistance du bien, une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner devra être déposée

Fait à Chavagnes-en-Paillers





Reçu en préfecture le 12/08/2025









**Arrêté 2025 032DEC** 

## ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT RENONCIATION A ACQUÉRIR DIA N° 25\_0025 - 9 IMPASSE DE LA VALLEE

Le Maire de la Commune de Chavagnes-en-Paillers,

**VU** l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – les Essarts, en date du 19 décembre 2019, donnant délégation du droit de préemption, à la commune de Chavagnes-en-Paillers au sein des zones U du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal,

VU la délibération 2020 042 du conseil municipal de la commune de Chavagnes-en-Paillers en date du 25 mai 2020 délégant les pouvoirs de police au Maire

VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner enregistrée sous le numéro 25 0025, reçue en Mairie le 21 juillet 2025 de l'étude de Me DENIS Christophe, notifiant la cession de l'immeuble sis 9 Impasse de la Vallée, cadastré ZD 572 pour une superficie  $de 725 m^2$ .

CONSIDÉRANT que l'acquisition par la commune de Chavagnes-en-Paillers de cet immeuble n'a pas d'intérêt

## DÉCIDE

ARTICLE 1: Le droit de préemption sur le bien en question n'est pas exercé

ARTICLE 2 : Conformément à l'article L.213-8 du Code de l'urbanisme, il est possible de réaliser la cession envisagée aux conditions fixées dans la déclaration d'intention d'aliéner, et ce sans condition de délai. Au cas où serait modifiée une condition essentielle telle que le prix ou la consistance du bien, une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner devra être déposée

Fait à Chavagnes-en-Paillers





Reçu en préfecture le 12/08/2025







Arrêté 2025 033DEC

## ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT RENONCIATION A ACQUÉRIR DIA N° 25\_0026 - 36 RUE LOUIS MARIE BAUDOUIN

Le Maire de la Commune de Chavagnes-en-Paillers,

**VU** l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – les Essarts, en date du 19 décembre 2019, donnant délégation du droit de préemption, à la commune de Chavagnes-en-Paillers au sein des zones U du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal,

VU la délibération 2020 042 du conseil municipal de la commune de Chavagnes-en-Paillers en date du 25 mai 2020 délégant les pouvoirs de police au Maire

VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner enregistrée sous le numéro 25 0026, reçue en Mairie le 31 juillet 2025 de l'étude de Me Gaëlle FLOCHLAY-GILLES, notifiant la cession de l'immeuble sis 36 rue Louis Marie Baudouin, cadastré AB 211 pour une superficie de 177 m<sup>2</sup>.

CONSIDÉRANT que l'acquisition par la commune de Chavagnes-en-Paillers de cet immeuble n'a pas d'intérêt

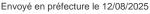
## DÉCIDE

ARTICLE 1: Le droit de préemption sur le bien en question n'est pas exercé

ARTICLE 2 : Conformément à l'article L.213-8 du Code de l'urbanisme, il est possible de réaliser la cession envisagée aux conditions fixées dans la déclaration d'intention d'aliéner, et ce sans condition de délai. Au cas où serait modifiée une condition essentielle telle que le prix ou la consistance du bien, une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner devra être déposée

Fait à Chavagnes-en-Paillers

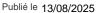




ID: 085-218500650-20250812-2025\_034DEC-AU

Reçu en préfecture le 12/08/2025







Arrêté 2025\_034DEC

# ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT RENONCIATION A ACQUÉRIR DIA N° 25\_0027 – BOURG SUD

Le Maire de la Commune de Chavagnes-en-Paillers,

**VU** l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – les Essarts, en date du 19 décembre 2019, donnant délégation du droit de préemption, à la commune de Chavagnes-en-Paillers au sein des zones U du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal,

**VU** la délibération 2020\_042 du conseil municipal de la commune de Chavagnes-en-Paillers en date du 25 mai 2020 délégant les pouvoirs de police au Maire

**VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner enregistrée sous le numéro 25\_0027, reçue en Mairie le 31 juillet 2025 de l'étude de Me Gaëlle FLOCHLAY-GILLES, notifiant la cession de l'immeuble sis Bourg sud, cadastré AB 390 pour une superficie de 27 m².

CONSIDÉRANT que l'acquisition par la commune de Chavagnes-en-Paillers de cet immeuble n'a pas d'intérêt

## DÉCIDE

ARTICLE 1 : Le droit de préemption sur le bien en question n'est pas exercé

<u>ARTICLE 2</u>: Conformément à l'article L.213-8 du Code de l'urbanisme, il est possible de réaliser la cession envisagée aux conditions fixées dans la déclaration d'intention d'aliéner, et ce sans condition de délai. Au cas où serait modifiée une condition essentielle telle que le prix ou la consistance du bien, une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner devra être déposée

Fait à Chavagnes-en-Paillers

